SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1921-1922

COMMISSION DES PÉTITIONS

FEUILLETON AU 13 JUIN 1922

Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	362.	Le Conseil communal de Beaumont émet le vœu de voir apporter des modifications à la loi du 15 juin 1881 quant à la part d'intervention des communes dans le budget des établissements d'enseignement moyen de l'État situés dans ces communes.

Mêmes pétitions des Conseils communaux de Boom, Ixelles, Lokeren, Vilvorde, Neufchâteau, Nivelles, Pâturages, Fosses, Visé, Virton, Schaerbeek, Lierre, Andenne, Tirlemont, Jumet, Péruwelz, Fontaine-l'Évêque, Couvin, Ciney, Diest, Gosselies, Tournai, Bruges, Verviers, Furnes, Mons, Châtelet, Hasselt, Lessines, Thuin, Anvers, Alost, Renaix, Hal, Braine-le-Comte, Dinant, Saint-Trond, Fleurus, Huy, Houdeng-Aimeries, Louvain.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

2.	364.	Le Conseil communal d'Anderlecht demande la prompte réalisation des travaux d'aménagement du canal de Cha leroi, entre Bruxelles et Clabécq, pour le rendre accessible aux bateaux de 600 tonnes.
----	------	---

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

3. 365. Le sieur Govaerts demande aux pouvoirs publics l'amélioration des voies de communication qui desservent la ville de Saint-Trond.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics.*

4. 366. Le Conseil communal de Ransart demande l'annulation des contrats existant entre la commune et la société fournissant le gaz d'éclairage et l'exploitation en régie de ce service.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

5. 367. Le Conseil communal de Houdeng-Goegnies émet le vœu de voir introduire dans la loi électorale communale des dispositions qui réalisent une représentation proportionnelle plus intégrale que sous le régime actuel.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

6. 370. Le Conseil communal de Huy émet le vœu de voir reviser la loi sur les pensions de vieillesse.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du travail.

7. 374. Le Conseil communal d'Ardoye émet le vœu de voir l'État mettre à l'étude la création de voies d'eau directes entre Roulers et Bruges.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics.*

Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

11. 381. Le Conseil communal de Gand émet le vœu de voir décréter jour de fête nationale la date du 11 novembre (anniversaire de l'armistice) aux lieu et place de celle du 4 août.

Mêmes pétitions des Conseils communaux de Bruxelles, Ostende, Lessines, Vilvorde, Saint-Gilles (Brabant); des président et secrétaire de la Fédération nationale des Combattants, de Hasselt.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

12. 393. Le Conseil communal de Seraing-sur-Meuse émet le vœu de voir supprimer l'article 117 de la Constitution ainsi que les dispositions légales relatives à l'intervention des provinces et des communes dans le budget des cultes.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

13. 394. Les président et secrétaires de la « Fédération nationale des Combattants » demandent pour les démobilisés l'exonération de la taxe professionnelle jusqu'au moment de la liquidation totale de la dotation prévue par la loi.

Même pétition du même groupement de Roulers.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

14. 395. Le Conseil communal de Châtelet émet des vœux tendant à obtenir en faveur des communes, l'autorisation de percevoir des centimes additionnels au principal de l'impôt sur les revenus.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

- | Numéros
d'ordre. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|---------------------|--|---|
| 15. | 396. | Le Conseil communal d'Ensival émet le vœu de voir les Chambres permettre aux communes de voter des centimes additionnels aux taxes de l'État sur le revenu de façon à pouvoir équilibrer leurs budgets sans avoir recours à d'autres impositions. |

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

16.	397.	Le Conseil communal de Gosselies demande que les communes soient autorisées à augmenter le nombre des centimes additionnels à la taxe sur les automobiles.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

17.	398.	Le Conseil communal de Courcelles émet le vœu de voir ajouter à la loi sur les mines, article 16, un paragraphe ainsi conçu : « Il sera créé une caisse de prévoyance et de consignation pour les dégâts miniers des charbonnages après leur mise en liquidation. L'organisation de cette caisse sera déterminée par arrêté royal. »

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

18.	399.	Le Conseil communal d'Oudenburg émet divers vœux relatifs à la situation de certaines communes en matière scolaire par suite des obligations de milice des instituteurs, et sollicite le renvoi dans ses foyers du sieur Faict, instituteur communal, incorporé au 3 ^e régiment de ligne.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.

19.	400.	Les président et secrétaire de la section brugeoise de la Fédération nationale des Combattants demandent la prolongation de l'exonération de l'impôt sur le revenu professionnel jusqu'à complète liquidation de la dotation, c'est-à-dire, jusqu'à fin 1926.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

25. 407. Le sieur Oger, secrétaire de l'« Association libérale communale de Wavre » demande la revision de la loi établissant un impôt sur les revenus.

Même pétition du sieur Delattre, secrétaire de la « Fédération socialiste de Fayt ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

26. 408. Le Conseil communal de Mouscron émet le vœu de voir l'État reprendre la dette de guerre des communes, ainsi que les dépenses anormales d'après guerre.

Même pétition du Conseil communal de Pont-à-Celles.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

27. 409. Le docteur Ledent, secrétaire général de la société « Mutuelle médico-pharmaceutique liégeoise » émet des vœux en faveur de toutes mesures qui permettront d'enrayer le fléau de l'alcoolisme.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

28. 410. Par pétition datée de Nimègue (Pays-Bas), la dame De Myttenaere demande le règlement de la pension lui allouée.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

29. 411. Le Conseil communal d'Attert demande le vote d'un projet de loi portant création de la commune de Nothomb, formée des sections de Nothomb et Porette qui seront détachées de la commune d'Attert.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

- | Numéros
d'ordre. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|---------------------|--|--|
| 30. | 412. | Le sieur Marievoet, de Mont-sur-Marchienne, demande l'unification des pensions de l'État, sur la base d'un cinquantième pour tous. |

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

31.	413.	Le Conseil communal de Gilly demande la revision de la loi réglant les conditions de l'examen d'arpenteur.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

32.	415.	Les sieurs Vanden Bogaerde et consorts, président et administrateurs de la société coopérative « Iseghem-Herop », demandent : 1 ^o que le règlement des dommages de guerre soit plus localisé ; 2 ^o que les coopératives ne soient plus soumises à l'arbitraire des commissaires de l'État ; 3 ^o qu'il n'y ait pas deux moyens de transaction, un pour les coopératives et un pour les commissaires d'État.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.

33.	416.	La Députation permanente du Conseil provincial du Luxembourg proteste contre la fixation du traitement des gardes champêtres communaux à 3,200 francs.

Même pétition des conseils communaux de Roy, Romerée, Falaën, de bourgmestres et délégués de communes du canton de Gedinne ; de la Députation permanente du Conseil provincial de Namur.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

34.	417.	Le Conseil provincial du Hainaut émet le vœu de voir la Législature et le Gouvernement renoncer au projet de faire payer une partie des suppléments de traitements des instituteurs et employés communaux par les provinces.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Numéros du registre des
d'ordre. Numéros des
pétitions.

35. 418. Les sieurs Bogaert, Verbist et consorts, de Lierre, demandent le vote urgent du projet de loi sur le bail à ferme.

Mêmes pétitions des sieurs Vanden Daele et consorts de Berchem-lez-Audenaerde ; — des sieurs De Boeck et Verschueren, président et secrétaire de la Boerengilde, d'Aertselaer ; — des sieurs De Laet, Van Winkel et consorts, de Malines ; — des sieurs Fieremans, Vanden Eede, de Grand-Bigard ; — des sieurs Vanden Poel, Doms et consorts, de Sempst.

Mêmes pétitions des sieurs Van Langenhout et Van Beveren, de Bruxelles ; — des sieurs Van Dyck, Verschueren et consorts, de Wilryck ; — des sieurs Van Steenwinckel, Vandervelde et consorts, de Nosseghem ; — des sieurs Charels et Van den Bergh, de Humelghem ; — des sieurs Van den Brande, Moulaert et consorts, de Broechem ; — des sieurs Van Campenhout, Janssens et consorts, de Grimberghen ; — des sieurs Verlinden, Brughmans et consorts, de Reeth ; — des président et secrétaire de l'association « Verbond der Boerengilden », de Louvain ; — des sieurs Bosmans, Beukelaerts et consorts, d'Eppeghem ; — des sieurs Pittois, Van Humbeeck et consorts, de Sempst ; — des sieurs Verhegen, Van Gucht et consorts, de Brusseghem ; — des sieurs De Smet, Collier et consorts, de Cappelle-au-Bois.

DÉCISION : |

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics.*

36. 419. Le Conseil communal de Haine-Saint-Pierre émet le vœu de voir les Chambres législatives consacrer le principe suivant : Les élections pour le renouvellement périodique des conseils provinciaux et communaux, ainsi que des Chambres, se feront d'après les listes dressées conformément aux lois électorales en vigueur. Il ne sera pas dressé de listes pour les années où il ne doit pas y avoir d'élections périodiques. Les élections intermédiaires se feront d'après les listes qui ont servi à l'élection périodique précédente.

Même pétition des conseils communaux de Bellecourt, Fayt-lez-Manage, Carnières, Houdeng-Aimeries.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

- | Numéros
d'ordre. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|---------------------|--|---|
| 37. | 420. | Les président et secrétaire des anciens combattants et déportés de Jemelle protestent contre le renvoi d'anciens combattants et déportés des ateliers de Jemelle, et demandent leur réintégration dans d'autres services. |

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes.*

38.	421.	Le bureau de l'Académie royale de médecine transmet au Sénat le texte des propositions qui ont été votées par cette assemblée en ce qui concerne l'enseignement moyen et l'examen d'admission à l'Université, au cours de la discussion sur la réforme des études médicales.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

39.	422.	Le sieur Renard, président de l'Association professionnelle des négociants en grains du Brabant, transmet au Sénat la copie d'une requête adressée au Ministre des Finances, exprimant le vœu de voir la taxe de transmission appliquée d'une façon unique et uniforme.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

40.	423.	Les président et secrétaire de la Fédération nationale des combattants de Gand, demandent la poursuite énergique des assassins du lieutenant Graff.

Mêmes pétitions du Conseil communal de Charleroi ;
— des président et secrétaire de la F. N. C. de Hasselt ;
— du sieur Janne, président de la F. N. C. de Bruxelles.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

41.	424.	Le Conseil communal de Termonde transmet au Sénat un mémoire relatif à la remise à la ville des terrains militaires.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.

Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

42. 425. Les sieurs Bosmans et Van den Bussche, président et secrétaire de l'Association des artistes musiciens d'Anvers, demandent l'assimilation de ces artistes aux employés en ce qui concerne leur statut légal.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

43. 427. Le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode émet le vœu de voir l'État reprendre la dette de guerre des communes et toutes les dépenses anormales résultant de la guerre, faites après le 1^{er} janvier 1919.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

44. 429. Le Conseil communal de Chapelle-lez-Herlaimont émet le vœu : 1^o de voir supprimer l'article 117 de la Constitution ; 2^o de voir supprimer les charges des provinces relatives aux édifices religieux ; 3^o de voir supprimer les dispositions de la loi communale qui imposent les subsides aux fabriques d'église.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

45. 430. Le Conseil communal d'Auderghem exprime le vœu de voir accorder, par l'autorité supérieure, l'autorisation d'établir une briqueterie à feu continu au lieu dit « Blankedelle ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

46. 431. Les président et secrétaire de la « Fédération des sociétés philosophiques non-cultuelles d'Anvers » demandent la vote d'une loi autorisant l'incinération des cadavres humains.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

47. 432. La Commission provinciale d'agriculture de Namur transmet au Sénat divers vœux relatifs, au bail à ferme, aux impôts sur les revenus professionnels agricoles ; demande l'extension de la culture de la betterave et proteste contre l'emploi de la saccharine en brasserie.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics.*

48. 433. Le Conseil communal de Saint-Hubert émet le vœu de voir l'État donner satisfaction aux revendications de la « Ligue des familles nombreuses ».

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

49. 434. Le sieur Huyghebaert, de Bruges, sollicite réparation pour dommages physiques subis durant la guerre.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.

50. 435. Les président et secrétaire des « Combattants de la Sambre » demandent d'appliquer aux employés les dispositions de la loi sur les habitations à bon marché.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Finances.

51. 436. Par pétition datée de Forest, le sieur G. Smets se plaint d'un déni de justice.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

52. 437. Le Conseil communal de Heyst-sur-Mer émet le vœu de voir étendre le bénéfice de la loi du 10 mai 1919 aux bateaux de pêche sinistrés en dehors des eaux territoriales.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.

53. 438. Les président et secrétaire de la « Fédération médicale belge » transmettent au Sénat le texte d'un ordre du jour concernant la répression de la propagande anticonceptionnelle.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

54. 439. Les président et secrétaire du « Cercle des intérêts matériels du bas de Saint-Gilles » protestent contre l'exécution des travaux de la jonction nord-midi avec gare centrale.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

55. 440. Les président et secrétaire de la « Chambre syndicale des constructeurs de machines agricoles émettent le vœu de voir les Chambres accorder aux industriels le droit de disposer, sans surprime, de deux cents heures de travail supplémentaires par année et par ouvrier.

DÉCISION :

Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

Le Président,

Comte T'KINT DE ROODENBEKE.